

[Français]

L'EMPLOI

LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT ACTUEL—LE TAUX DE CHÔMAGE AU QUÉBEC

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, aujourd'hui au Parlement du Canada on compte 64 députés libéraux du Québec. Depuis presque 18 ans, le parti libéral détient le pouvoir. Mais année après année, ce sont les Québécois qui souffrent d'un taux de chômage élevé. Je pense que les responsables de ce problème ne sont ni la jeunesse ni les travailleurs dans ce pays ou dans cette province, mais les députés libéraux à la Chambre. Leurs politiques relatives à l'énergie, au domaine agricole, à l'industrie et au tourisme ont causé beaucoup de tort.

Les Canadiens ont besoin d'élections fédérales, d'un nouveau gouvernement conservateur qui comprend qu'il faut énoncer des politiques précises pour chaque région et chaque province.

Monsieur le Président, ce sont les députés libéraux qui, par leur silence et leur manque d'initiative relativement à ces problèmes, en sont responsables. Les électeurs veulent, ont besoin d'un nouveau choix. Après quatre ans, il est maintenant temps de tenir des élections fédérales.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS—L'ADHÉSION DU CANADA

M. Bill Yurko (Edmonton-Est): Monsieur le Président, au fil des ans, l'État canadien a laissé son influence s'affaiblir et sa présence s'estomper dans les pays des Antilles et de l'Amérique latine, en adhérant pas à l'Organisation des États américains.

Le 9 juillet 1982, j'ai présenté à la Chambre une motion dans laquelle je demandais que notre pays devienne membre de l'Organisation des États américains, mais les députés m'ont refusé leur consentement unanime. Par la suite, le président du sous-comité chargé d'étudier les relations du Canada avec les pays d'Amérique latine, le député de Labelle (M. Dupras), a recommandé officiellement l'adhésion du Canada à cet organisme. En fait, même le ministre de la Justice (M. MacGuigan) a déclaré aux médias qu'il consentirait volontiers à ce que le Canada participe à part entière à l'OEA.

● (1415)

Les États-Unis sont membres de l'OEA, mais non pas de l'OECE, l'organisation des petites Antilles. A mon avis, l'influence possible que le Canada aurait pu avoir sur les événements survenus à la Grenade a été gravement atténuée par son entêtement à ne pas adhérer à l'Organisation des États américains. Voilà pourquoi j'exhorte le gouvernement à revoir de nouveau sa politique étrangère en ce qui concerne les États de l'Amérique latine et des Antilles et d'envisager d'adhérer pleinement et le plus tôt possible à l'Organisation des États américains.

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

LE JUGEMENT DE COUR SUR LA LÉGALITÉ DES SYSTÈMES DE MESURES IMPÉRIALES ET MÉTRIQUES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur le Président . . .**Des voix:** Bravo!

M. Domm: . . . je voudrais profiter de l'occasion pour poser ma question au représentant du petit groupe de fanatiques ou de dinosaures, c'est-à-dire à M^{me} le ministre de la Consommation et des Corporations, qui est absente à l'heure actuelle. En son absence, je poserai ma question au premier ministre. Étant donné le récent jugement rendu à Toronto selon lequel les mesures impériales et métriques sont toutes les deux légales au Canada à l'heure actuelle, le premier ministre a-t-il l'intention de procéder comme le ministre de la Consommation et des Corporations l'a indiqué aujourd'hui à 13 h 30 lorsqu'elle a dit que ce jugement ne changera rien à l'intention du gouvernement de rendre les mesures métriques obligatoires? Quelle est la position du gouvernement fédéral suite à la décision rendue par un juge à Toronto?

M. David Berger (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président . . .

Des voix: Bravo!

M. Berger: Je remercie le député de sa question. M^{me} le ministre a eu l'occasion de livrer ses observations à ce sujet et elle pourra, c'est évident, nous en dire davantage maintenant qu'elle est arrivée parmi nous. Cependant, je tiens à rappeler au député que selon le gouvernement l'utilisation des deux systèmes pourrait entraîner la confusion et mettre le consommateur dans une disposition moins avantageuse lorsqu'il s'agit de vérifier les hausses de prix, hausses qui, sauf erreur, préoccupent le député et son parti. En outre, la loi et son règlement d'application visaient à rendre le marché équitable pour le consommateur et les détaillants. Je suis persuadé que le député appuie ces objectifs.

M. Domm: Je ne peux dire que j'apprécie la réponse qui est celle d'un petit groupe de fanatiques à l'intérieur du gouvernement qui pensent que l'application obligatoire du système métrique est la seule solution.

ON DEMANDE SI LE MINISTRE IRA EN APPEL

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur le Président, je poserai ma question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations ou à qui voudra y répondre. Étant donné que le juge William Ross a caractérisé comme draconniennes les méthodes de vos inspecteurs, et dénuée de tout semblant d'humanité, d'équité et de justice naturelle la façon dont vous appliquez des règlements mal rédigés, M^{me} le ministre de la Consommation et des Corporations a-t-elle l'intention d'acquiescer ou va-t-elle tourner le dos au juge et aller en appel?